

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## «Nous ne sommes plus disposés à financer vos guerres»

### La Chine demande l'abandon du dollar comme monnaie de référence ... et que fait l'Europe?

par Jochen Scholz\*

Les Services de renseignements allemands (BND) ont, semble-t-il pour la première fois de leur histoire, effectué une analyse qui ne pourra pas être, pour l'essentiel, également rejetée par la gauche comme étant une légitimation et une recommandation adressée au gouvernement fédéral pour qu'il agisse en vue du maintien ou de l'extension de la domination des pays industriels développés. Certes, on n'a pas observé jusqu'ici de faille dans l'appareil gouvernemental mais la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik* a eu l'amabilité de nous permettre, grâce à sa publication *Internationale Politik (IP)*, de jeter un coup d'œil à l'étude confidentielle du BND.<sup>1</sup> La gauche allemande et européenne va devoir s'habituer au concept de «géopolitique» car ce n'est pas le BND qui l'a inventé.<sup>2</sup> Sans ce concept, on ne saurait comprendre ni l'histoire de l'Europe, depuis la stratégie de l'«équilibre des pouvoirs» grâce auquel l'Empire britannique a tenu l'Europe en respect, ni la guerre froide ni les événements après 1989 qui ont tous les deux été considérablement influencés par l'élève du géopoliticien *Halford Mackinder*<sup>3</sup> *Zbigniew Brzezinski*,<sup>4</sup> principal conseiller du Président *Obama*.

Abordons l'étude du BND en espérant que l'auteur de l'*IP Andreas Rinke* a résumé correctement l'hypothèse fondamentale des rédacteurs. Le BND prend pour point de départ de

\* Conférence présentée lors du congrès «Mut zur Ethik» consacré au thème «Souveraineté du peuple ou impérialisme – Qu'est-ce que la démocratie authentique?» (4-6 septembre 2009, Feldkirch/Vorarlberg)



L'UE n'a pas compris à quelle responsabilité elle se soustrait en ne créant pas de ponts sur un pied d'égalité avec la Russie, l'Asie centrale et l'Amérique latine en vue d'une future coopération économique. (photo reuters)

ses réflexions – qui aboutissent à trois scénarios – la crise financière et économique mondiale et les recettes auxquelles les Etats-Unis, la Chine et la Russie ont recours pour y faire face.

#### L'économie américaine est fragile

Certes, le BND constate à juste titre que les conséquences du gigantesque système boule de neige organisé par l'oligarchie financière

anglo-saxonne et qui s'est effondré, auront un impact sur les rapports de force mondiaux, mais il laisse entendre que les scénarios – efficaces ou non – qui résultent de différentes mesures anticrise ont une influence décisive sur quelque chose qui se dessine depuis des années: la fin définitive du «siècle américain»

Suite page 2

## Editorial

Alors qu'à Wall Street a lieu une nouvelle concentration des géants financiers qui, grâce à la perfusion de dollars provenant des contribuables, enregistrent des profits astronomiques, l'Etat américain est quasiment en faillite. L'ère de la suprématie américaine est terminée. Niall Ferguson écrit dans *Foreign Affairs*, magazine du «Council on Foreign Relations», que la combinaison des déficits publics et de l'expansion militaire suggère que les Etats-Unis sont au bord du gouffre. La fin de la crédibilité de la politique monétaire des USA à l'intérieur du pays et à l'étranger – «peut-être un communiqué négatif d'une agence de notation» – pourrait conduire d'un jour à l'autre à l'effondrement (*Foreign Affairs*, mars/avril 2010, p. 31)

Dans d'autres organes de presse, les voix se font plus nombreuses pour annoncer que la prochaine crise financière vraiment importante aura lieu à la fin de l'année. Les spécialistes prédisent l'effondrement de 70 nouvelles banques aux Etats-Unis et de 30 en Europe. Ce ne serait pas la première fois que l'inflation et la crise financière sont utilisées pour annuler les dettes aux dépens des citoyens, avec les problèmes économiques et sociaux que cela implique. On exigera des communes qu'elles maîtrisent la crise avec civisme.

Une guerre comme manœuvre de diversion ne serait pas non plus une stratégie nouvelle. Eberhard Hamer, qui a observé pendant des décennies les événements économiques et politiques en rapport avec la dette publique américaine, met en garde contre une troisième guerre mondiale. Non seulement cela reporterait à plus tard les problèmes financiers, mais l'industrie d'armements américaine – c'est-à-dire ce qui reste pour ainsi

Suite page 2

## Renforcer la démocratie directe, c'est également renforcer la Suisse

thk. Le conseiller national *Lukas Reimann* a, pour son initiative intitulée «Extension des instruments démocratiques. Institution d'un droit de référendum facultatif extraordinaire», obtenu le soutien des Verts (cf. interview ci-dessous) et de la Gauche. Cette initiative prévoit un renforcement de la participation du peuple en proposant qu'une minorité qualifiée de l'Assemblée fédérale puisse demander qu'un acte ou un arrêté ne pouvant pas faire l'objet d'un référen-

dum soit soumis au référendum facultatif. Si elle était acceptée, des projets pourraient être soumis au peuple moyennant 50 000 signatures.

Le conseiller national *Andreas Gross* s'est opposé à cette initiative au prétexte qu'elle serait un obstacle au processus démocratique. On a également parlé de ralentissement du processus parlementaire. Il s'agit là d'arguments tout à fait fantaisistes qui montrent qu'il n'existe pas d'arguments solides con-

tre l'initiative, à moins que l'on ait peur du peuple et que l'on souhaite qu'il participe le moins possible aux décisions. Aucun politique ne le dirait tout haut, si bien que l'on cherche des raisons et des explications cousues de fil blanc. Ce n'est pas honnête et c'est justement pour cela que l'initiative de *Lukas Reimann* est importante pour notre démocra-

tie. Depuis quelque temps, la Suisse subit de violentes attaques de l'étranger et c'est précisément dans ce genre de situation qu'elle a besoin d'un dialogue honnête avec le peuple afin que celui-ci et le gouvernement puissent maîtriser les crises à venir dans un esprit de confiance mutuelle. L'initiative y apporte une contribution importante. •

### Initiative parlementaire déposée par Lukas Reimann



**Texte déposé [09.443]:** Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation sera modifiée de sorte qu'une minorité qualifiée (par ex. un tiers des membres d'un conseil) puisse demander qu'un acte ou un arrêté ne pouvant pas faire l'objet d'un référendum soit soumis au référendum facultatif.

#### Développement [09.443]:

A l'heure actuelle, divers arrêtés de première importance édictés par le Parlement ne peuvent pas faire l'objet d'un

référendum, ce qui enlève toute possibilité aux citoyens de s'y opposer. Il en résulte une certaine exaspération et frustration à l'égard de la politique. Or les citoyens doivent pouvoir se prononcer sur des objets clés lorsqu'ils le souhaitent. Il faut à cet effet étendre les moyens d'action du Parlement en donnant le droit à un tiers de ses membres de soumettre au référendum un objet d'une portée particulièrement importante ou particulièrement controversé. Le processus démocratique fondant les décisions et la confiance dans le système s'en trouveront renforcés de même que les arrêtés du Parlement qui seront mieux acceptés. Cet instrument a été institué par divers cantons (comme le canton de Berne à l'art. 62 al. 1 let. f de sa Constitution) pour renforcer les droits populaires, la démocratie et la liberté d'action du Parlement.

### L'initiative renforcerait les droits populaires



Interview du conseiller national *Antonio Hodggers* (Verts), vice-président de la Commission des institutions politiques du Conseil national

*Horizons et débats: Vous avez apporté votre soutien à l'initiative 09.443 au sein de la Commission des institutions politiques. Pour quelles raisons?*

*Antonio Hodggers:* Sans être absolument convaincu par le projet, je le trouve intéressant parce qu'il permet un renforcement des droits populaires. Je trouve intéressant de réfléchir à de nouveaux modes de fonctionnement de la démocratie directe.

*Quelles sont les questions qui jusqu'ici ne relevaient ni du référendum obliga-*

*toire ni du référendum facultatif et qui pourraient alors être soumises au peuple?*

Des questions de politique étrangère (conventions) ou des ordonnances.

*Certains opposants prétendent que cela ralentirait le processus démocratique et que ce serait préjudiciable au processus décisionnel. Quels arguments opposez-vous à cela?*

J'admets qu'il existe un certain risque d'abus si un parti qui représente un tiers du Parlement fait trop souvent usage de cette possibilité, mais ce risque pourrait être limité dans la loi d'application, par exemple en exigeant une majorité de 50 % au lieu de 33 %.

*Que signifierait l'acceptation de cette initiative pour notre démocratie?*

Elle en sortirait renforcée car le peuple pourrait se prononcer sur un plus grand nombre de sujets.

Merci pour cette interview.

## «Editorial»

suite de la page 1

dire de l'économie américaine – pourrait renouer avec les bénéfices. Seulement elle n'est apparemment plus financée par l'Etat en faillite. En effet, selon Ferguson, «il est prévu que l'actuelle politique financière des Etats-Unis réduise ces prochaines années les crédits destinés aux opérations militaires à l'étranger.»

Et l'Europe? Jochen Scholz évoque la responsabilité historique de l'Europe d'aujourd'hui: elle devrait s'émanciper de sa soumission aveugle aux Etats-Unis et jouer un rôle indépendant adapté aux réalités actuelles. «Le monde extérieur aux 950 millions d'habitants que compte l'Occident s'est réveillé, écrit-il, et s'oppose à une division durable de l'économie entre le Nord et le Sud. «Différents représentants du Vieux Continent semblent ne pas l'avoir encore compris. Au lieu d'abandonner définitivement la funeste arrogance de l'Occident, ils s'attaquent à l'Iran au sein du Conseil des droits de l'homme. Cela ne correspond-il pas au «nouveau rôle» des Etats-Unis qui préfèrent rester en retrait pour ne pas nuire à leur image dans le tiers monde? Depuis longtemps, ils demandent à leurs alliés, en tant que membres de l'OTAN, un engagement militaire et financier accru dans la guerre?»

Dans son ouvrage la «Fondation Bertelsmann et la gouvernance mondiale», Pierre Hillard, professeur de relations internationales à l'Ecole supérieure du commerce extérieur, montre l'influence exercée par la Fondation Bertelsmann sur la politique allemande, européenne, voire mondiale: outre les liens politiques de l'Europe et de l'Allemagne avec Israël, la promotion du partenariat méditerranéen en vue de changer les gouvernements, les sociétés et les systèmes de valeurs des Etats arabes, l'«intégration européenne» constitue un objectif prioritaire de la Fondation car c'est seulement si l'Europe «parle d'une seule voix» que l'on pourra réaliser un partenariat transatlantique, un «G-2 commercial» USA-Europe destiné à assurer la suprématie face aux pôles politico-économiques émergents que sont l'Asie et l'Amérique du Sud. La perte de pouvoir des Etats nations, dont l'endettement favorise ce projet, le transfert du pouvoir étatique vers des institutions supranationales – qui entraîne pour les citoyens une limitation de la participation démocratique –, la perte d'identité culturelle et politique et la puissance croissante des multinationales et des élites sont autant de stratégies utilisées par ces dernières pour réaliser leurs objectifs. Une participation de l'Europe ou de ses Etats membres aux décisions politiques n'est pas prévue. Mais Hillard pense qu'elles n'y parviendront qu'après de profonds bouleversements financiers, économiques et sociaux.

L'Europe devra prendre une décision au cours de ces prochains mois: Va-t-elle continuer, par exemple au «Conseil des droits de l'homme», de pratiquer sa politique colonialiste et de dénier aux peuples, sous prétexte de «droits de l'homme», le droit de se développer comme ils l'entendent? Va-t-elle, dans le pire des cas, marcher avec l'OTAN dans la prochaine catastrophe ou pourra-t-elle se souvenir de ses racines et respecter l'égalité, la liberté et la fraternité non seulement de ceux qui sont «pareils» mais aussi, au-delà de tout intérêt politique, de ceux qui appartiennent à d'autres pays ou cultures?

L'Europe peut se référer à un passé suffisamment riche. Une politique qui s'impose uniquement grâce à la loi internationale du plus fort tout en invoquant les droits de l'homme à l'adresse des autres n'a pas d'avenir. Avec ses acquis – de la victoire remportée sur le colonialisme et le racisme dans le droit naturel aux nombreuses esquisses de solutions de la question sociale en passant par l'abandon de l'absolutisme par la philosophie des Lumières, l'Europe a mieux à offrir.

Erika Vögeli

## «Nous ne sommes plus disposés ...»

suite de la page 1

dont les fondements ont été posés, à partir des *War and Peace Studies*,<sup>5</sup> en 1944, à Bretton Woods<sup>6</sup> avec ses institutions et le dollar comme monnaie de référence. Mais c'est apparemment prendre ses désirs pour des réalités. Certes, l'économie américaine est encore la plus importante du monde, mais elle est fragile car elle a perdu sa base industrielle au profit de la création de valeur dans le domaine financier. Cela a été rendu possible grâce au système mondial reposant sur le dollar, qui a permis aux Etats-Unis d'avoir une dette toujours plus élevée envers le reste du monde, de délocaliser sa production à l'étranger et d'encourager une consommation fondée sur l'endettement. A la fin de 2008, la dette américaine représentait 70% du produit intérieur brut.<sup>7</sup>

## L'atlantisme ...

Selon Rinke, l'étude du BND s'est abstenue d'indiquer au gouvernement des moyens de réagir aux changements dans les rapports de force globaux. C'est certainement un défaut car on peut craindre que les cellules de prospective de la Chancellerie fédérale et du ministère des Affaires étrangères limitent leurs perspectives aux quatre ans d'une législature alors que les changements qui se préparent concernent une période beaucoup plus longue. Néanmoins les politiques allemande et européenne doivent s'adapter à ce processus que les spécialistes traitent depuis dix ans au moins. Mentionnons notamment *Chalmers Johnson*,<sup>8</sup> *James Cumes*,<sup>9</sup> *Andre Gunder Frank*<sup>10</sup> et *Kishore Mahbubani*.<sup>11</sup>

Ce qu'un public de plus en plus nombreux apprend sur la crise actuelle ne tombe donc pas du ciel. Et pourtant la politique européenne continue d'être déterminée par ceux qui s'imaginent pouvoir résister aux forces économiques d'Asie et d'Amérique latine. A preuve, la tentative de mettre sur pied une zone de libre échange transatlantique<sup>12</sup>, projet auquel se consacre particulièrement Elmar Brok, député européen CDU.

## ... est irréaliste

L'histoire militaire nous apprend que toutes les stratégies de défense – de la Muraille de Chine à la ligne Siegfried de Hitler en passant par la ligne Maginot – ont été tôt ou tard condamnées à l'échec. Ces exemples historiques pâlisent quand on les compare aux forces économiques potentielles dont disposent les seuls BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine).<sup>13</sup> A cela s'ajoute la vulnérabilité des Etats-Unis due à leur dépendance par rapport au système du dollar dont l'évolution voulue au cours des 65 dernières années a contribué de manière décisive aux modifications actuelles des équilibres dans le monde.<sup>14</sup> La revendication du leadership<sup>15</sup> formulée en 1948 dans l'intérêt exclusif des Etats-Unis par le planificateur en chef du ministère des Affaires étrangères *George F. Kennan* a été pour la première fois remise en cause dans les années 1970 par les pays en développement dans le cadre de la CNUDED avec l'initiative «New International Economic Order». Son objectif était la dissolution du système de Bretton Woods. Mais à l'époque, le projet échoua en raison des rapports de forces et de la guerre froide. Aujourd'hui, la situation est toute différente. En tant que plus gros débiteurs du monde, les Etats-Unis ne peuvent plus dicter seuls les conditions de l'économie mondiale. Ils ne sont pas non plus en mesure de réduire l'énorme déficit de leur balance commerciale. Leur économie ne dispose pas d'un éventail assez large de produits et la qualité de leurs produits n'est pas telle qu'ils puissent lancer une offensive exportatrice. En outre, ils n'ont pas les moyens de recouvrer assez rapidement la compétitivité qu'ils ont mise délibérément en jeu. C'est d'autant plus valable que la plus grande partie des plans de sauvetage de plusieurs milliards de dollars est destinée à maintenir le système boule de neige des grandes banques de Wall Street. Dans ce contexte, les efforts des atlantistes allemands et européens pour empêcher, en soutenant les Etats-Unis aux conditions de ces derniers, un déplacement du pouvoir économique et de l'influence politique vers l'Asie, apparaissent particulièrement autistes, voire suicidaires.

## L'Asie et l'Amérique latine quittent le Titanic

Alors que la Chine, principal créancier des Etats-Unis, n'éprouve guère l'envie d'ajouter au bilan de sa banque centrale des obligations américaines sans valeur<sup>17</sup> et réfléchit avec les Etats BRIC et d'autres partenaires asiatiques à des alternatives au dollar, les Etats-Unis préparent pour ces deux prochaines années l'émission de nouveaux bons du Trésor pour un montant de 3 à 4 billions<sup>18</sup> de dollars afin de financer leur déficit budgétaire qui, cette année, sera de 1,8 billions de dollars et représentera 13% du PIB. Comme il est prévisible qu'il n'y aura pas suffisamment d'acheteurs, la FED interviendra et fera fonctionner la planche à billets. Le problème est que cette augmentation de la masse monétaire n'est pas couverte par la production de biens. Il en résulte que le reste du monde a moins confiance dans la sagesse de l'équipe gouvernementale du Président Obama que dans le dollar. En effet, le billet vert est encore considéré comme un refuge sûr quand les turbulences des marchés de placements sont trop fortes. Il existe en Asie et en Amérique latine d'autres ébauches de solutions pour briser le système du dollar. Les 6 Etats de l'*Organisation de coopération de Shanghai (OCS)*<sup>19</sup> et les Etats BRIC ont l'intention de réaliser leurs transactions dans leurs propres monnaies. Des accords bilatéraux ont déjà été signés entre la Chine et l'Argentine et le Brésil, et entre la Chine et la Malaisie.<sup>20</sup>

Certes, ces accords n'ont pour le moment qu'une importance régionale, mais elles auraient été impensables avant la crise. Il y a moins de 5 ans, le gouvernement des Etats-Unis était encore en mesure, en faisant pression sur le Japon, d'empêcher un accord énergétique de 20 milliards de dollars avec l'Iran sur la base du yen.

## Le monde refuse de suivre les Etats qui se sont autoproclamés leaders

Le monde extérieur aux 950 millions d'habitants de l'«Occident»<sup>21</sup> s'est réveillé. Il n'accepte plus une division durable de l'économie mondiale entre riches et pauvres, entre profiteurs et mendians, ces derniers devant continuer à mettre leurs ressources à la disposition du style de vie luxueux des Etats qui se sont proclamés leaders et à leur obéir. La nouvelle assurance des 5,8 milliards d'habitants des pays émergents ou en développement se manifeste également en Afrique. L'*Union africaine*, forte de ses 53 membres, refuse la collaboration avec la *Cour pénale internationale* dans le cas du mandat d'arrêt lancé contre le Président du Sud-Soudan. Plus de 40 Etats africains préfèrent collaborer avec la Chine parce qu'elle ne leur impose pas les «conditionnalités»<sup>22</sup> déshonorantes que le FMI impose à ses emprunteurs au profit du capital financier occidental. Le fait que la *Bundeszentrale für politische Bildung* organise un débat public dans le cadre d'un cycle de conférences sur la Chine intitulé «L'engagement de la Chine en Afrique: une relation immorale»<sup>23</sup> montre l'orgueil de la pensée occidentale, orgueil qui s'est développé en 450 ans d'oppression coloniale et 250 ans d'exploitation capitaliste. L'orgueil précède la chute, dit un proverbe. La vie punit celui qui arrive trop tard, a déclaré le dernier Secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique.

## L'arrogance jusqu'au bout

C'est pourquoi, au vu de la situation aux Etats-Unis, il convient de se demander ce qui se passe dans la tête des adeptes de l'atlantisme qui ont été, depuis 1949, socialisés dès leur jeunesse dans les réseaux<sup>24</sup> dont les fils convergent en Allemagne vers la *Fondation Bertelsmann* et aux USA vers le *Council on Foreign Relations* et qui occupent des positions clés dans la politique, l'économie et la science. Qu'est-ce qui les amène à penser que l'Union européenne peut, avec une économie américaine en faillite, s'opposer à la perte de domination occidentale?

Avec un PIB de 14,3 billions de dollars, les Etats-Unis ont une dette d'environ 12 billions de dollars.<sup>25</sup> *Nouriel Roubini* pense que le taux d'endettement public doublera d'ici à 2014.<sup>26</sup> Le nombre de chômeurs augmente chaque mois de plusieurs centaines de milliers. Le taux de chômage, si l'on considère également ceux qui occupent un emploi à temps partiel et ceux qui ont renon-

cé à chercher un travail, se situe aux alentours de 16,5%. 50% du budget américain est consacré au service de la dette. A la fin de l'année budgétaire, les dettes représenteront 13% du PIB.<sup>27</sup> L'augmentation du déficit budgétaire, le coût élevé des plans de sauvetage du secteur financier et l'augmentation de la dette publique auront un effet inflationniste et entraîneront une hausse des taux d'intérêt qui empêchera une amélioration de la demande des ménages. Pour Roubini, la marge de manœuvre des incitations conjoncturelles est de plus en plus étroite. *Paul Craig Roberts*, ministre des Finances adjoint sous le Président *Reagan* et ancien chroniqueur du *Wall Street Journal*, a posé récemment, à propos de son pays, la question suivante: «Quelle économie? Il ne reste plus rien qui puisse s'améliorer. En raison des délocalisations outremer et de l'idéologie du libre échange, la production économique américaine n'existe plus.»<sup>28</sup> Sur la politique économique pratiquée jusqu'ici par les gouvernements *Bush* et *Obama*, il est impitoyable: «Aucune des mesures prises n'est de nature à résoudre les vrais problèmes.» Et à propos des déficits: «Il n'existe qu'un moyen de les financer: imprimer de la monnaie.»

## Une alliance au prix de nouvelles guerres et de nouvelles crises

Voilà donc l'état dans lequel le pays avec lequel les Brok de l'UE veulent s'allier encore plus étroitement pour lutter contre les inévitables changements géoéconomiques et géopolitiques qu'ils ne pourront que ralentir dans le meilleur des cas. Mais même cela se fera au prix de changements économiques et au risque de nouveaux conflits armés dans les régions clé de l'Eurasie.<sup>29</sup> Le système du dollar n'est plus tenable à moyen terme parce que les créanciers des Etats-Unis lui retirent peu à peu leur confiance et préfèrent investir maintenant leurs excédents dans leur propre pays plutôt que de financer la consommation américaine. Mais on ne peut pas fonder une zone de libre échange sur une base en déliquescence. L'Union européenne et l'Allemagne doivent tenir compte de cette réalité au lieu de se cramponner à un Titanic en train de couler. A ce sujet, le BND n'a pas rempli sa mission.

## L'Europe reste-t-elle anesthésiée par la «communauté de valeurs transatlantique»?

Principaux bénéficiaires jusqu'ici du système économique et financier fondé sur le dollar, les Etats-Unis vont tout faire pour conserver leur position. Cela a déjà occasionné hors d'Europe des résistances qui ont conduit à des accords et à des mesures de rétorsion.<sup>30</sup> La Chine demande une monnaie de référence mondiale qui ne soit contrôlée par aucun Etat particulier.<sup>31</sup> Et le déplacement des exportations du Japon vers la zone asiatique à détérioration du marché américain – 50 à 20% – est un signe des changements qui se dessinent, changements dus au chaos mondial déclenché par la crise économique et financière.<sup>32</sup> Il ne faut pas laisser ces changements se faire tout seuls. Il faut les mettre sur des rails et cela nécessite la création de nouvelles structures pour l'économie mondiale, création à laquelle doivent collaborer tous les Etats avec pour objectif d'établir un ordre économique mondial équitable.<sup>33</sup> Alors que les Etats clés d'Asie se créent de nouveaux débouchés, l'Europe semble faire du sur-place, anesthésiée par 50 ans de «communauté de valeurs transatlantiques» et essentiellement préoccupée d'elle-même. Manifestement, personne n'envisage ici l'éventualité d'une chute de 40 à 60% du dollar due à l'impossibilité des Etats-Unis de financer leurs dettes et à ses conséquences pour l'économie mondiale.

## Emancipation du grand frère et alternatives équitables

Les mesures unilatérales des Etats BRIC et d'autres pays asiatiques sont compréhensibles mais tout le contraire d'une transition ordonnée. L'UE n'a manifestement pas compris à quelles responsabilités elle se soustrait si elle n'établit pas des ponts en vue d'une future coopération économique d'égal à égal avec la Russie, l'Asie centrale et l'Amérique latine. Elle redoute un conflit prévisible avec les Etats-Unis

Suite page 5



## Les signes annonciateurs d'une troisième guerre mondiale s'accumulent

par Eberhard Hamer (www.mittelstandsinstitut-niedersachsen.de)

Les USA traversent, non seulement en raison du rachat des dettes des banques par l'Etat, mais aussi de leur dette publique qui avait déjà énormément augmenté – leurs crédits à l'étranger leur coûtent 1 milliard de dollars par jour – leur pire crise financière depuis la Seconde Guerre mondiale. Si les flux financiers cessent ou s'ils se détournent du dollar, les USA sont en faillite.

Pourtant les USA ne font pas un effort d'économie suffisant pour réduire leur dette publique croissante. Ils n'augmentent pas les impôts pour accroître leurs recettes, ne tentent guère de rogner sur les budgets publics, surtout pas sur leur budget militaire, celui qui a le plus augmenté.

Il faut dire que les USA, en divers endroits du monde, ont engagé au total 200 000 soldats. C'est pourquoi personne n'a compris que le plus grand chef de guerre du monde ait reçu le Prix Nobel de la paix bien qu'il ait renforcé ses troupes. Peut-être était-ce une mesure préventive, car la guerre en Iran dépend avant tout de lui.

Les exemples de chefs politiques qui, confrontés à un échec économique, ont choisi la guerre comme dernier recours pour se maintenir au pouvoir abondent dans l'histoire. C'est encore plus vrai lorsqu'un pays connaît des crises économiques successives et que la guerre semble le seul moyen d'en sortir. C'est ainsi que les USA ont surmonté leur plus grave crise économique du XX<sup>e</sup> siècle en entrant dans la Première Guerre mondiale, la crise économique mondiale en entrant dans la Seconde, et ils pourraient donc être tentés de résoudre la troisième crise économique de la même manière. Les deux guerres mondiales ont en effet permis aux Etats-Unis non seulement de venir à bout de leurs deux plus gros endettements, mais aussi de devenir la première puissance économique mondiale. La tentation est donc forte d'essayer une troisième fois le même remède.

Dans ce contexte toute une série de préparatifs de guerre semblent alarmants:

1. Le Premier ministre israélien, un homme d'extrême-droite, est un va-t-en-guerre imprévisible. Il se plaint constamment d'avoir reçu de la part de l'Iran des menaces variées dont aucune n'a jusqu'ici résisté à l'examen. Mais il hausse de plus en plus le ton et au cours des derniers mois il a fait la tournée des principales capitales mondiales pour y chercher un soutien. Il paraît même que Madame Merkel lui a juré



«Plus jamais de guerre», c'est ce que symbolise cette sculpture qui se trouve devant le bâtiment de l'ONU à New York – ce slogan est plus actuel que jamais! (photo es)

la fidélité des Nibelungen, comme l'avait fait avant les précédentes guerres mondiales Guillaume II aux Autrichiens ou les Anglais et les Français à la Pologne.

2. Israël a déjà positionné les sous-marins nucléaires qu'elle a achetés à l'Allemagne, armés de missiles à ogives nucléaires, en face de l'Iran et, non content d'avoir reconstruit et pointé sur l'Iran la base de lancement géorgienne que les Russes avaient détruite il y a un an et demi, y a fait envoyer un renfort de 90 spécialistes états-uniens.
3. De semaine en semaine la presse, sous l'influence d'Israël, hausse le ton à l'égard de l'Iran pour différents motifs – une campagne de propagande analogue à celle qui a permis de faire accepter, voire soutenir la guerre en Irak dans le monde entier en répandant des affirmations mensongères.
4. Les préparatifs militaires ne chôment pas non plus. Certes les troupes états-uniennes n'ont toujours pas réussi à «pacifier» les deux pays voisins, l'Irak et l'Afghanistan. Mais ils y entraînent à la guerre la plus grosse concentration de troupes au monde. En outre, ils ont regroupé au large de l'Iran

la plus grosse flotte militaire qu'ils aient jamais réunie. Le comité du Nobel a donc fait un bon calcul en cette affaire: pas de guerre en Iran sans l'assentiment du Président des USA, surtout s'il s'agit d'un Prix Nobel de la paix. Toutefois la pression des banques, des multinationales, du lobby de l'armement, de l'armée et du lobby israélien pourrait contraindre les USA à entrer en guerre, si Israël menait une première frappe contre l'Iran et que les puissances précitées voulaient protéger leurs intérêts. N'oublions pas que les USA ne sont pas seulement la nation la plus endettée du monde, mais aussi que l'effondrement de leur devise signifie celui de leur empire. La soi-disant «unique puissance hégémonique mondiale» implose en ce moment exactement comme l'a fait l'URSS il y a vingt ans. Les Chinois ont déjà fait comprendre qu'ils ne reconnaissent plus son hégémonie. Le Président des Etats-Unis se trouve donc, si Israël frappe, face à un dilemme désespéré: doit-il continuer à s'enliser dans les sables mouvants de la crise financière, économique et sociale ou chercher le salut dans une guerre mondiale, qui a déjà permis deux fois aux Etats-Unis d'en sortir gagnants.

Le danger d'une nouvelle guerre mondiale n'a jamais été aussi grand depuis la fin de la Seconde. C'est à juste titre que depuis un an les mises en garde aux USA se sont accrues, venant surtout de certains milieux intellectuels européens. Mais nous ne pourrions pas l'empêcher.

Une guerre en Iran ne resterait pas un événement limité, même si au départ il ne s'agissait que de missiles.

Aux côtés de l'Iran se rangeraient les Chinois, directement ou indirectement, et probablement les Russes, pour ne pas laisser les troupes états-uniennes s'approcher de leurs frontières et la puissance des USA devenir excessive.

Les membres de l'OTAN seraient contraints de se ranger aux côtés d'Israël et des USA, surtout s'ils avaient auparavant prêté le serment des Nibelungen. Il faut donc nous attendre à voir l'Europe participer, elle aussi, à la guerre.

### Quelles seraient pour nous les conséquences d'une troisième guerre mondiale en Iran?

1. Toute guerre avec l'Iran entraînerait la fermeture immédiate du détroit d'Ormuz et un dramatique renchérissement du pétrole, et ceci d'autant plus que la guerre se prolongerait. Du pétrole plus cher, c'est toujours des coûts plus élevés pour l'économie et les consommateurs. Nous devons donc nous attendre à des pénuries, des restrictions et des augmentations de prix pour les biens de consommation.
2. Toute guerre nécessite un surcroît d'armement. L'industrie mondiale de l'armement – et en particulier aux USA – se frottera les mains, elle sera utilisée à pleine capacité et pourra se développer. Il y aura des retombées dans les secteurs annexes, par exemple l'automobile, le textile, les chantiers navals, l'aéronautique et d'autres encore. La production augmentera, même si les prix en font autant.
3. Les grands gagnants seront les banques. On ne parlera plus de produits financiers toxiques et de banquiers gangsters; les banques centrales devront financer la guerre par la création de monnaie. Les banques pourront de nouveau accorder des crédits. Dans un premier temps l'inflation maintiendra le dollar jusqu'à la fin de la guerre. C'est seulement après la guerre, comme d'habitude, que l'on procédera au grand nettoyage et qu'on expiera les péchés de la finance de guerre.

Les vassaux des USA doivent casquer pour les besoins financiers du maître, on l'a déjà vu avec les guerres d'Irak et d'Afghanistan. La guerre n'appauvrira donc pas seulement Israël et les USA, mais nous tous. Comme il n'y a pas d'argent pour financer une guerre, on devra recourir à l'inflation, comme lors des deux premières guerres mondiales; nous devons donc nous attendre à une inflation vertigineuse.

S'ils entrent en guerre avec l'Iran, les USA mobiliseront aussi l'OTAN («clause de défense collective»). Le gouvernement devra alors expliquer à nos soldats pourquoi ils ne doivent plus seulement s'acquitter de leur tâche en Afghanistan, mais aussi en Iran, et réunir une majorité au Bundestag pour voter son budget de guerre. Le SPD et les Verts (Fischer) ont déjà voté une entrée en guerre sous le prétexte fallacieux d'un «maintien de la paix». Une troisième guerre mondiale, malgré la pression états-uniennne, rencontrera plus de réticence. Et dans la population le refus devrait être massif et peut-être mener à la démission du gouvernement trop docile.

Mais peut-être le gouvernement Merkel voit-il lui aussi dans une guerre une issue politique à sa situation bloquée par l'aide aux banques, le surendettement public, le collapsus financier qui menace les systèmes de protection sociale et les troubles sociaux que risquent d'engendrer de véritables redressements de cap.

La guerre est à nos portes. Les mois qui viennent nous diront si nous allons être entraînés dans une troisième guerre mondiale ou si nous y échapperons encore.

(Traduction Horizons et débats)

### La politique occidentale de l'affrontement avec l'Iran se heurte à l'opposition du Mouvement des non-alignés

km. Depuis que le nouveau directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Japonais Yukia Amano, largement soutenu par les puissances occidentales, a affirmé dans son rapport sur l'Iran présenté mi-février – sans toutefois apporter de réelles preuves – que ce pays travaillerait probablement au développement d'une ogive nucléaire, les gouvernements des Etats-Unis, de la France, de la Grande Bretagne et de l'Allemagne font entendre leur voix pour exiger des sanctions plus appuyées.

Pour l'instant, le Conseil de sécurité de l'ONU n'est pas encore en possession d'un texte de résolution contre l'Iran. Il est uniquement question d'éventuels projets de sanctions de la part des Etats-Unis et de l'Union européenne. Ainsi, le «New York Times» du 3 mars laissait entendre qu'il y aurait un projet de résolution en route, fruit d'une entente entre le gouvernement américain et les gouvernements engagés de l'Union européenne. Selon ce projet, les sanctions devraient toucher brutalement les échanges bancaires, la circulation maritime et le secteur des assurances, ainsi que les fortunes à l'étranger et les possibilités de déplacements d'Iranien «suspects». Seraient visés tout particulièrement les gardes révolutionnaires qui détiendraient une part essentielle de l'économie iranienne. L'industrie pétrolière iranienne ne serait pas touchée directement.

Il est intéressant de constater que, selon un article de «Spiegel Online» du 23 février, les projets de l'UE iraient plus loin, comme cela ressort d'un rapport secret de 13 pages, intitulé «Non-Paper on political and economic

context of sanctions against Iran». Il est proposé dans ce rapport de s'en prendre énergiquement au secteur financier, aux assurances d'investissements en Iran ainsi qu'au secteur de l'énergie. Si ces projets étaient exécutés, la population iranienne aurait à en souffrir gravement dans sa vie quotidienne.

Le fait que le Conseil de sécurité n'ait pas encore produit de texte de résolution viendrait du fait que la Russie et la Chine s'y opposent. D'autres pays, membres actuels du Conseil de sécurité, tels que la Turquie, le Brésil et le Liban, préfèrent miser sur des négociations plutôt que sur des sanctions.

Il est vrai que le gouvernement des Etats-Unis, de même que la chancelière allemande, Angela Merkel, ont déclaré vouloir appliquer des sanctions plus contraignantes, même sans l'aval du Conseil de sécurité. Le gouvernement allemand renforce son influence sur les autres gouvernements de l'Union européenne pour qu'ils acceptent des sanctions plus dures, cela surtout depuis la visite du gouvernement et du président israéliens à Berlin.

Les Etats-Unis, l'UE et leurs alliés se heurtent à la résistance du Mouvement des non-alignés (NAM) qui regroupe 118 pays. Le 25 février, il a protesté auprès du Conseil des gouverneurs de l'AIEA contre le rapport du nouveau directeur sur l'Iran et assuré ce pays de leur soutien de sa position en matière nucléaire.

Toutefois, on ne trouve pas ce document sur le site Internet de l'AIEA, mais seulement sur des sites iraniens, notamment [www.prestv.irlpop/Print/?id=120019](http://www.prestv.irlpop/Print/?id=120019) ou <http://english.farsnews.com/printable.php?nn=8812091698>.

Dans sa déclaration le Mouvement des non-alignés met l'accent sur le droit sans réserve de tous les Etats d'utiliser l'énergie nucléaire dans des projets pacifiques. Ces pays font savoir leur refus de sanctions renforcées par leur volonté de mettre en avant la diplomatie et le dialogue, considérés comme la seule voie menant à une solution durable. De plus, ils mettent en garde «envers toute attaque, voire simplement la menace d'une attaque, contre des installations nucléaires pacifiques qui présenteraient un grave danger pour les populations et l'environnement et seraient une grave violation du droit international». Ce groupe d'Etats vise la conclusion sur une base internationale d'une interdiction de toute attaque ou menace d'attaque.

Il apparaît donc que ce sont uniquement les gouvernements américain, d'une partie de l'Union européenne et surtout d'Israël qui menacent gravement l'Iran. On ne peut cependant pas désigner qui, au-delà des sanctions, envisagerait le déclenchement d'une guerre. Le gouvernement américain ne se prononce pas en la matière, les gouvernements de l'Union européenne se positionnent en ordre dispersé – le gouvernement allemand a jusqu'à présent déclaré fermement qu'il s'oppose au déclenchement d'une guerre. Le gouvernement israélien envisage, lui, l'éventualité d'une attaque.

Mais les gouvernements américain, de l'Union européenne et israélien ne représentent nullement la «communauté internationale». La grande majorité des pays de ce monde sait très bien où l'accentuation du conflit mènerait la planète et veut s'engager sur une autre voie.

13<sup>e</sup> séance du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, mars 2010

## Les pays de l'UE adoptent la rhétorique guerrière de l'Amérique de Bush: Veut-on détourner l'attention du collapsus financier?

ef/thk. Au sein du «High Level Segment» du Conseil des droits de l'homme de Genève, les représentants des pays membres de l'ONU prennent position, au cours des trois premiers jours de la séance de printemps, sur les droits humains et leur importance ainsi que sur le rôle et les tâches du Conseil. Les rapporteurs sont en général les vice-Premiers ministres ainsi que les ministres de la Justice ou des Affaires étrangères des pays concernés. Leurs interventions reflètent donc le point de vue des divers gouvernements, indiquent la ligne politique souhaitée et montrent qui joue quel rôle sur la scène mondiale. Les prises de position des pays de l'UE ont été particulièrement frappantes; ils se conduisent comme les maîtres du monde et le ton aussi bien que le contenu de leurs discours rappellent les sombres époques du colonialisme.

La ligne Obama, voilà les programmes occidentaux. C'est ainsi que la libération des femmes figure sur l'ordre du jour, car cela fait toujours bien. Cela permet aux pays occidentaux de plastronner, dissimulant ainsi les conséquences dévastatrices de la crise financière. Les autres pays auront bien de la peine

à se défendre contre les nouvelles formes que prennent les reproches de discrimination. C'est du racisme occidental drapé dans le manteau des droits humains.

Libérer les femmes, c'était déjà l'une des justifications de la guerre en Afghanistan, qui laisse un sillage de dévastations et dure depuis 8 ans déjà.

Depuis le changement de gouvernement, la diplomatie états-unienne a changé de langage, on est passé de la rhétorique va-t-en-guerre au «soft power», ce qui signifie qu'on est passé d'une propagande belliciste ouverte à un ton plus modéré, ni plus ni moins; le danger reste le même. C'est également frappant et ne s'explique pas seulement par l'obligation où se trouvent les USA d'accepter eux aussi l'enquête sur le respect des droits humains (EPU: Examen périodique universel des Nations Unies).

Tout en discourant sur les droits humains en général et en soulignant leur engagement en leur faveur, les Etats-Unis évitent sans doute très consciemment de nommer certains Etats. «L'axe du mal» n'est plus de mise, du moins en public. D'autant plus nette est la reprise de ce thème par certains

pays de l'UE. L'Espagne qui assure la présidence de l'UE n'a pas mentionné l'Iran dans son intervention, mais d'autres Etats membres, en particulier l'Allemagne, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique et la Suède ont sorti l'arsenal empoisonné de la rhétorique guerrière et attaqué violemment ce pays. Certains pays ont mis en doute le droit de l'Iran à siéger au Conseil des droits de l'homme. C'est en particulier l'Allemagne qui semble monter au créneau et reprendre la rhétorique états-unienne. Son discours a été particulièrement dur envers l'Iran et elle s'est auto-attribuée le rôle de défenseur des droits humains.

Les louanges adressées par Verhagen, le ministre des Affaires étrangères néerlandais, à Facebook, Twitter et autres sites volontaires de surveillance électronique, donnent beaucoup à penser, sur fond des débordements en Iran et dans d'autres pays. Celui qui prête une oreille attentive aux orateurs en retire l'impression qu'on devrait s'attendre prochainement à la poursuite et au renforcement du choc des cultures.

Veut-on nous préparer, au motif de la violation des droits humains, à des interventions

militaires dans des pays en développement, pour détourner notre attention de la débâcle financière et de l'endettement exorbitant des nations les plus riches? Les USA en sont à financer 50% de leur budget au moyen d'emprunts, l'implosion du système n'est plus qu'une question de temps.

Quel rôle réserve-t-on à l'Europe, si violemment partie en croisade contre l'Iran à Genève? Déjà plusieurs fois dans l'histoire les Etats-Unis ont réussi dans un premier temps à se tenir en-dehors d'une guerre et à laisser le sale boulot aux autres, pour apparaître à la fin comme les superbes vainqueurs et placer l'Europe sous contrôle, une manière élégante de cacher leur propre désastre en se faisant fêter comme des libérateurs.

Mais d'autres voix se sont fait entendre, comme celle du ministre cubain des Affaires étrangères, dont la position indépendante et originale devrait faire réfléchir tous les Occidentaux.

Ou celle du représentant du Saint-Siège au Conseil des droits de l'homme, l'archevêque Silvano M. Tomasi, qui a apporté à la résolution de la crise économique et financière une réflexion de fond constructive. •

## «Le Conseil des droits de l'homme doit garder une position indépendante»

Discours prononcé le 3 mars 2010 par Bruno Rodriguez Parrilla, ministre des Affaires étrangères de la République de Cuba devant le Conseil des droits de l'homme



(photo thk)

Monsieur le Président,

60 millions de morts lors de la Seconde Guerre mondiale ont été nécessaires pour développer le concept des droits de l'homme, notamment du droit à la vie et à la dignité humaine.

Des progrès importants ont été enregistrés dans le développement conceptuel des droits de l'homme mais que très peu pour en assurer leur exercice. Nous avons fait de ce thème l'un des piliers fondamentaux des Nations Unies, ainsi que du développement, de la paix et la sécurité internationales. Cependant, c'est le domaine dans lequel la manipulation idéologique, l'hypocrisie politique et le deux poids, deux mesures des pays industrialisés ont fait les plus grands ravages.

Ceux qui prétendent s'ériger en gardiens des droits de l'homme et tentent de remettre en question les autres, sont précisément les responsables directs des violations les plus graves, systématiques et flagrantes des droits de l'homme, notamment du droit à la vie.

Ils sont les auteurs du système colonial qui a servi à spolier les pays du Sud et les condamner au sous-développement. Ils sont les responsables de l'actuel ordre économique international qui assassine silencieusement des dizaines de millions d'êtres humains, victimes de la faim, de la pauvreté et des maladies pouvant être prévenues et soignées. Ils sont ceux qui imposent les guerres de conquête modernes à l'origine de millions de morts, en général des civils, étonnamment appelés «dommages collatéraux».

Ils sont également bénéficiaires de la pensée unique, des modèles exclusifs, des valeurs excluant, de la guerre médiatique, de la construction de vérités immanentes, de la sous-culture de la publicité commerciale,

de l'imposition de réflexes conditionnés, de la presse embarquée, mensongère, docile et abrutissante qui justifie ou masque le massacre.

La manipulation du terrorisme a servi aux Etats-Unis et à ses alliés européens à lancer les guerres de domination et de conquête des ressources énergétiques en Irak et Afghanistan causant la perte de deux millions de vies humaines. Elle a également servi à justifier les disparitions forcées, les tortures, les prisons secrètes et les centres de détention où ne sont pas reconnus ni le droit international humanitaire ni la condition d'êtres humains. Elle a été le prétexte pour l'adoption de lois telles la «loi patriotique» qui vient d'être prorogée par le gouvernement américain et qui rogne les libertés et les garanties conquises par le mouvement en faveur des droits civils dans des luttes qui ont duré des siècles entiers.

Qui assumera la responsabilité des brutalités commises à Abu Ghraib, Bagram, Guantanamo et dans d'autres centres de torture et de mort? Quand les responsables seront-ils jugés et l'on mettra fin à l'impunité?

Dans les pays européens, qui assumera la responsabilité des vols secrets, des prisons

clandestines dans leurs territoires et de la participation dans des actes de torture?

Le vice-ministre des Affaires étrangères suédois a prononcé ce matin un discours curieux et arrogant portant des jugements critiques à l'égard de neuf autres pays. Cependant, il n'a pas prononcé un seul mot concernant la complicité du gouvernement suédois avec les vols secrets qui ont fait escale sur son territoire à bord desquels se trouvaient des personnes séquestrées. Nous espérons que leur enquête prolongée sur ce sujet prendra bien fin un jour et qu'ils vont daigner communiquer son résultat à ce Conseil.

Ce qui a eu lieu en Palestine pendant des années constitue un véritable génocide. Des milliers de Palestiniens ont perdu leur vie à cause d'attaques militaires indiscriminées, des forts sièges et de blocus qui privent de moyens de subsistance les plus élémentaires.

Les dictatures militaires en Amérique latine, imposées et soutenues par les Etats-Unis des décennies durant, ont assassiné quatre cent mille personnes. Seulement à Cuba elles ont causé 20 mille morts.

Dans le monde, le droit à la vie est violé sans cesse. L'existence même de l'espèce humaine est menacée sérieusement par le

changement climatique dont sont et ont été responsables ceux qui déclenchent et conduisent les guerres de conquête au fil de l'histoire et actuellement. La réunion honteuse de Copenhague, avec ses pratiques frauduleuses et excluant, a constitué un acte contre le droit de l'humanité à la vie et la survie.

Monsieur le Président,

Pendant un demi-siècle, Cuba a été victime d'agressions américaines et d'actes de terrorisme. 5577 Cubains ont perdu leur vie ou sont restés handicapés.

Les auteurs de la destruction en plein vol d'un avion de *Cubana de Aviación* en 1976 jouissent d'impunité, protégés par le gouvernement des Etats-Unis. Une épidémie de dengue déclenchée comme résultat d'une attaque bactériologique a causé la mort de 101 enfants cubains. Une des nombreuses bombes posées à La Havane en 1997 a été à l'origine de la mort d'un jeune italien.

La soi-disant *Loi d'ajustement cubain* et la politique des «pieds secs et pieds mouillés» [selon laquelle les boat-people cubains atteignant le continent y reçoivent l'asile tandis que ceux saisis en pleine mer sont renvoyés] encouragent l'immigration illégale et causent des morts.

Le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba constitue un acte de génocide, défini aux alinéas b) et c) de l'article II de la *Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide* ainsi qu'une violation massive, flagrante et systématique des droits de l'homme.

La politique des Etats-Unis contre Cuba, que le gouvernement du Président Obama n'a pas changé, coûte des vies au peuple cubain.

Une nouvelle escalade subversive, accompagnée d'une large couverture médiatique, a été lancée contre Cuba. Cela, sans le moindre respect des principes éthiques. L'on prétend présenter des mercenaires comme étant des patriotes, des agents payés par les Etats-Unis sur le territoire cubain comme des dissidents.

La puissante machine de l'empire n'hésite pas à utiliser un prisonnier récidiviste et sanctionné lors d'une procédure régulière pour des délits de droit commun et par la suite recruté en prison, pour le présenter comme un combattant des droits de l'homme. Dans le but d'obtenir des faux dividendes politiques, il a été précipité vers la mort



Voie sur berge à La Havane. (photo cub)

Suite page 5

# Protection et respect de la dignité humaine

Déclaration de Mgr Silvano M. Tomasi, représentant permanent du Saint-Siège aux Nations Unies à Genève

Monsieur le Président,

La délégation du Saint-Siège veut réaffirmer sa conviction que la perspective des droits humains offre une contribution positive pour une solution de la crise financière actuelle. Bien que certains signes de reprise semblent visibles, la crise continue d'aggraver la situation de millions de personnes dans leur accès aux besoins fondamentaux de la vie et a également compromis les plans de retraite de beaucoup de gens. En somme, il faut une nouvelle régulation et un système de contrôle mondial de gouvernance de façon à assurer pour tous un développement durable et global. La mise en place de nouvelles conventions et d'un contrôle fiable représente une occasion unique de s'attaquer aux racines de la crise et de confirmer une procédure unitaire dans la mise en œuvre des droits humains au niveau économique, civil et politique tels qu'ils sont inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Les rapports des Nations Unies font état des nombreux effets négatifs de la crise financière: le scandale de la faim, les inégalités grandissantes dans le monde entier, des millions de chômeurs et des millions d'autres qui sont rejetés dans l'extrême pauvreté, l'échec des institutions, le manque de

protection sociale pour d'innombrables personnes vulnérables. Le Saint-Père nous rappelle dans sa récente encyclique «Caritas in veritate», «séparer l'agir économique, auquel il reviendrait seulement de produire de la richesse, de l'agir politique, auquel il reviendrait de rechercher la justice au moyen de la redistribution, est une cause de graves déséquilibres». L'équité et la justice sont les critères essentiels pour gérer l'économie mondiale.

Il est possible de jouir des droits humains lorsque les Etats traduisent les principes dans des lois et font, des changements sur le terrain, une réalité. Même si l'Etat constitue le premier acteur de la mise en œuvre des droits humains, il ne doit pas manquer pour autant de collaborer avec les autres intervenants de la société civile et avec la communauté internationale dans ce monde globalisé et interdépendant. En réalité, l'objectif commun est la protection et le respect de la dignité humaine qui relie toute la famille humaine, une unité enracinée dans ces quatre principes fondamentaux: caractère central de la personne humaine, solidarité, subsidiarité et bien commun. Dans ce contexte, le Conseil des droits de l'homme devrait donner la priorité à la réalisation des changements sur le terrain et

à la mise en œuvre concrète des droits humains.

Monsieur le Président,

Un message important que le pape Benoît XVI indique en ce moment de crise économique dans «Caritas in veritate» est qu'il faut surmonter la dichotomie obsolète entre les sphères économique, sociale et écologique. Les marchés et la liberté sont des conditions essentielles pour construire une société saine, mais le contexte dans lequel ils opèrent est global et doit respecter les principes universels d'honnêteté, de justice, de solidarité et en plus les principes de «réciprocité et de don».

Au centre des préoccupations relatives à la réforme du système financier et des modèles économiques qui sont efficaces dans les programmes gouvernementaux et d'entreprises devraient passer de biens et de services aux personnes qui sont les destinataires de ces services. De cette façon, ils ont accès aux ressources pour améliorer leurs conditions de vie et peuvent mettre leurs compétences au service de leur communauté locale et du bien commun universel.

Tel a toujours été le but de l'enseignement social de l'Eglise avec un souci particulier envers les membres les plus vulnérables de la société.

En donnant la priorité aux êtres humains et à la création de l'ordre qui les soutienne dans leur voyage sur la terre, il convient de modifier les règles qui gouvernent le système financier en vue de changements concrets, de changements de vieilles habitudes d'avidité qui ont conduit à la crise actuelle, et pour promouvoir un développement intégral effectif et la mise en œuvre des droits humains, puisque «l'homme, la personne, dans son intégrité, est le premier capital à sauvegarder et à valoriser.» (CV 25)

(Traduction *Horizons et débats*)

<sup>1</sup> Benoît XVI, Encyclique «Caritas in veritate», 36

<sup>2</sup> Ibid. «Le grand défi qui se présente à nous, qui ressort des problématiques du développement en cette période de mondialisation et qui est rendu encore plus pressant par la crise économique et financière, est celui de montrer, au niveau de la pensée comme des comportements, que non seulement les principes traditionnels de l'éthique sociale, tels que la transparence, l'honnêteté et la responsabilité, ne peuvent être négligés ou sous-évalués, mais aussi que dans les relations marchandes le principe de gratuité et la logique du don, comme expression de la fraternité, peuvent et doivent trouver leur place à l'intérieur de l'activité économique normale. C'est une exigence de l'homme de ce temps, mais aussi une exigence de la raison économique elle-même. C'est une exigence conjointe de la charité et de la vérité.» (CV 36)

## «Nous ne sommes plus disposés ...»

suite de la page 2

qui consiste à faire comprendre au principal allié que dans un futur ordre économique mondial, ils ne pourront être au mieux qu'un *primus inter pares* et que l'Europe n'est plus disposée à mener les guerres de l'Amérique. A ce sujet, la Chine est plus courageuse, car sa demande d'abandon du dollar comme monnaie de référence signifie également: Nous ne sommes plus disposés à financer vos guerres.

L'UE n'a pas non plus compris que le fait de jouer de sa supériorité ne crée pas des par-

## «Le Conseil des droits ...»

suite de la page 4

malgré des soins médicaux consciencieux. Tel que l'a exprimé le Président *Raúl Castro Ruz* cela a été un fait lamentable. Il est une autre victime de la politique subversive des Etats-Unis contre Cuba.

Depuis le triomphe de la Révolution cubaine en 1959, il n'y a jamais eu à Cuba un seul cas d'assassinat, de torture ou d'exécution extrajudiciaire; il n'y a jamais eu «d'escadron de la mort» ni «d'Opération Condor». Cuba a toujours agi de manière louable et irréprochable dans la protection du droit à la vie, même par la coopération altruiste hors de ses frontières.

Monsieur le Président,

J'aurais souhaité aborder des aspects plus concrets du sérieux travail mené à bien par ce Conseil; avoir parlé sur le thème de la révision de cet organe qui doit avoir lieu l'année prochaine pour dénoncer la tentative de le soumettre, de modifier sa composition et ses procédures afin de lui imposer des intérêts politiques. J'aurais voulu avoir fait référence au mécanisme de l'*Examen périodique universel* qui a démontré son utilité en dépit de ses imperfections et du manque d'autocritique des puissants ayant été mis en évidence. J'aurais voulu défendre le Conseil et souligner l'importance de le préserver de la politisation, la discrimination, du caractère sélectif et du deux poids, deux mesures.

Je peux vous assurer que Cuba continuera à consentir des efforts et persévérera pour que le Conseil des droits de l'homme demeure indépendant et puisse consolider la coopération comme voie véritable pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde.

Je dois proclamer, au nom du peuple héroïque et noble de Cuba qu'aucune campagne ne nous éloignera de nos idéaux d'indépendance et de liberté.

Je vous remercie.

tenaires sûrs. Les négociations en cours – sous la responsabilité de l'Allemagne – avec l'alliance régionale sud-américaine CAN (*Communauté andine*) sur un accord de libre échange sont imprégnées de l'esprit bien trop connu du «diviser pour régner» impérialiste.<sup>34</sup> Mais plus condamnables encore sont la bêtise et l'imprévoyance politiques et économiques qui caractérisent ce genre de négociations: on escroque des alliés nécessaires à la transformation de l'économie mondiale. Les peuples ont pourtant une mémoire collective historique, et qui pourrait en être davantage conscients que les Allemands?

Que fait la gauche européenne face à ces défis mondiaux inédits? Que devient son idée du rôle actif que l'Europe et l'UE devraient jouer dans le contexte des bouleversements en cours pour atténuer les effets de changements qui pourraient avoir des conséquences désastreuses pour une grande partie de l'humanité? N'invoque-t-elle pas constamment l'internationalisme comme maxime d'action? Le communiste *Francis Wurtz*, qui fut pendant de longues années président du groupe de la *Gauche unie européenne/Gauche Verte nordique (GUE/GNL)* au Parlement européen, avait toutefois acquis la conviction que l'Europe ne s'imposait pas assez dans le monde. Avec le poids qu'elle représente, elle devrait jouer un rôle beaucoup plus important.<sup>35</sup> Mais, comme les auteurs de l'étude du BND, la gauche européenne ne fait pas de propositions d'action au seul acteur sur lequel elle peut avoir de l'influence: l'Union européenne. Ne s'agit-il pas de changer le monde?<sup>36</sup>

<sup>1</sup> [www.internationalepolitik.de/ip/archiv/jahrgang-2009/juni2009/metamorphose-dergeopolitik.html](http://www.internationalepolitik.de/ip/archiv/jahrgang-2009/juni2009/metamorphose-dergeopolitik.html)

<sup>2</sup> <http://de.wikipedia.org/wiki/Geopolitik>

<sup>3</sup> [http://de.wikipedia.org/wiki/Halford\\_Mackinder](http://de.wikipedia.org/wiki/Halford_Mackinder)

<sup>4</sup> cf. son ouvrage «Le Grand Echiquier»

[www.sandiego.indymedia.org/media/2006/10/119973.pdf](http://www.sandiego.indymedia.org/media/2006/10/119973.pdf)

<sup>5</sup> [http://en.wikipedia.org/wiki/War\\_and\\_Peace\\_Studies](http://en.wikipedia.org/wiki/War_and_Peace_Studies)

<sup>6</sup> <http://de.wikipedia.org/wiki/Bretton-Woods-System>

<sup>7</sup> <http://de.biz.yahoo.com/29052009/345/ent-taeschte-boersianer-us-bip-zahlen-trueben-euphor.html>

<sup>8</sup> <http://www.amazon.de/Imperium-verb%C3%A4ndert-Amerikanische-Jahrhundert/dp/389667109X>

<sup>9</sup> [www.authorsden.com/visit/viewwork.asp?AuthorID=3473&id=17161](http://www.authorsden.com/visit/viewwork.asp?AuthorID=3473&id=17161) und [www.authorsden.com/jameswcomes](http://www.authorsden.com/jameswcomes)

<sup>10</sup> [www.amazon.com/exec/obidos/ASIN/0520214749/o/qid=977701789/sr=2-1/102-488843-1948159](http://www.amazon.com/exec/obidos/ASIN/0520214749/o/qid=977701789/sr=2-1/102-488843-1948159) sowie <http://reorient.net/index.html>

<sup>11</sup> [www.mahbubani.net](http://www.mahbubani.net)

<sup>12</sup> <http://sandimgetriebe.attac.at/4947.html>

<sup>13</sup> <http://de.wikipedia.org/wiki/BRIC-Staaten>

<sup>14</sup> Même avant les plans de sauvetage, les Etats-Unis avaient besoin d'un apport quotidien de capitaux de 2 milliards de dollars. Cf. Richard Haass (président du Council on Foreign Relations, in: Newsweek du 3/11/2008: «We require 2 bn a day just to stay afloat» [www.newsweek.com/id/165648/output/print](http://www.newsweek.com/id/165648/output/print)

<sup>15</sup> [http://de.wikipedia.org/wiki/George\\_F.\\_Kennan](http://de.wikipedia.org/wiki/George_F._Kennan), cf. «citations»

<sup>16</sup> [http://en.wikipedia.org/wiki/New\\_International\\_Economic\\_Order](http://en.wikipedia.org/wiki/New_International_Economic_Order)

<sup>17</sup> Actuellement, les bons du Trésor représentent environ la moitié des réserves chinoises de plus de 2 billions de dollars. Cf. également [www.global-research.ca/index.php?context=va&aid=13969](http://www.global-research.ca/index.php?context=va&aid=13969)

<sup>18</sup> [www.handelsblatt.com/finanzen/breakingviews/wer-soll-nur-all-diese-us-staatsanleihenkaufen/2152349](http://www.handelsblatt.com/finanzen/breakingviews/wer-soll-nur-all-diese-us-staatsanleihenkaufen/2152349)

<sup>19</sup> [http://en.wikipedia.org/wiki/Shanghai\\_Cooperation\\_Organisation](http://en.wikipedia.org/wiki/Shanghai_Cooperation_Organisation)

<sup>20</sup> Cf. Michael Hudson, «Dollarization: Dismantling America's Financial-Military Empire», [www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=13969](http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=13969)

<sup>21</sup> Amérique du Nord, UE, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon

<sup>22</sup> [http://de.wikipedia.org/wiki/Internationaler\\_W%C3%A4hrungsfonds#Konditionalit%C3%A4t](http://de.wikipedia.org/wiki/Internationaler_W%C3%A4hrungsfonds#Konditionalit%C3%A4t)

<sup>23</sup> [www.bpb.de/presse/E5HFUQ,0,Chinas\\_Engagement\\_in\\_Afrika:\\_eine\\_unmoralische\\_Beziehung.html](http://www.bpb.de/presse/E5HFUQ,0,Chinas_Engagement_in_Afrika:_eine_unmoralische_Beziehung.html)

<sup>24</sup> Pont atlantique, Institut Aspen, Initiative atlantique, Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik. Cf. également [www.heise.de/tp/r4/artikel/28/28513/1.html](http://www.heise.de/tp/r4/artikel/28/28513/1.html)

<sup>25</sup> [http://de.wikipedia.org/wiki/Liste\\_der\\_L%C3%A4nder\\_nach\\_Bruttoinlandsprodukt](http://de.wikipedia.org/wiki/Liste_der_L%C3%A4nder_nach_Bruttoinlandsprodukt)

<sup>26</sup> [www.fid.de/wirtschaftswunder/index.php?op=ViewArticle&articleId=2060&blogId=16](http://www.fid.de/wirtschaftswunder/index.php?op=ViewArticle&articleId=2060&blogId=16)

<sup>27</sup> [www.faz.net/s/Rub0E9EEF84AC1E4A389A8DC6C23161FE44/Doc-E05AA2DDF664744E598E87F57F85384D1-Atpl-Ecommon-Sccontent.html?rss\\_aktuell](http://www.faz.net/s/Rub0E9EEF84AC1E4A389A8DC6C23161FE44/Doc-E05AA2DDF664744E598E87F57F85384D1-Atpl-Ecommon-Sccontent.html?rss_aktuell)

<sup>28</sup> [www.counterpunch.org](http://www.counterpunch.org)

<sup>29</sup> Cf. Zbigniew Brzezinski, «Le Grand Echiquier», 1997

<sup>30</sup> Cf. remarques 20 et 21 ainsi que [www.handelsblatt.com/politik/international/asiatenbauen-gemeinsamen-krisenfonds-aus/2263811](http://www.handelsblatt.com/politik/international/asiatenbauen-gemeinsamen-krisenfonds-aus/2263811)

<sup>31</sup> [www.manager-magazin.de/geld/artikel/0,2828,615369,00.html](http://www.manager-magazin.de/geld/artikel/0,2828,615369,00.html)

<sup>32</sup> «Exporte retten Japan», *Financial Times Deutschland* du 22/7/2009

<sup>33</sup> Cf. Elmar Altwater «Stosst den Dollar vom Thron», in: *Freitag* du 9/7/2009 ainsi que Joseph Stiglitz, «Lasst die Armen mitentscheiden», in: *Financial Times Deutschland* du 21/7/2009

<sup>34</sup> Cf. «Eine neue Kolonisation» [www.german-foreign-policy.com/de/fulltext/57580](http://www.german-foreign-policy.com/de/fulltext/57580)

<sup>35</sup> Cf. «Die drei aus dem Versuchslabor», *Süddeutsche Zeitung* du 29/5/2009

<sup>36</sup> Karl Marx, «Thèses sur Feuerbach», 1845

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich



## Interdiction des jeux de tueurs

lk. Il n'y a plus aucun doute en ce qui concerne le rapport entre la violence dans les médias et l'augmentation des comportements agressifs. 3500 études de recherche scientifique ont été consultées. Ces études comprennent de larges enquêtes épidémiologiques parmi la population, des études trans-

culturelles, des recherches expérimentales et la recherche «naturelle» en laboratoire. Il n'y a que 18 études dans lesquelles ce rapport n'a pas été trouvé.

L'agression humaine est produite par sa culture et les relations entre humains, comme le montrent des recherches éten-

dues dans les domaines de l'anthropologie, de l'anthropologie culturelle et de l'ethnologie (Leakey, Malinowski, Benedict, Mead, Montagu).<sup>1</sup>

«Tout compte fait cela signifie que la thèse de l'agression congénitale chez l'être humain n'est simplement plus défendable.»<sup>2</sup>

«Même du point de vue de la biologie, l'humanité n'est pas condamnée à la guerre.» Il n'y a pas de raison de «maintenir de façon fataliste l'opinion que la violence et l'agression seraient une sorte de «loi naturelle»».<sup>3</sup>

### La violence s'apprend

Depuis les années 1970 il est clair que la violence s'apprend et qu'elle n'est pas ancrée dans l'instinct.<sup>4</sup>

#### Apprendre selon un modèle

L'agression s'apprend en imitant un «modèle»: «Les êtres humains ne naissent pas avec un répertoire préformé de comportements agressifs; ils doivent les apprendre d'une manière ou d'une autre.»<sup>5</sup>

Même des enfants qui n'ont pas de tendance à l'agression imitent les comportements agressifs de modèles. «Apparemment il n'y a pas besoin d'avoir un problème émotionnel ou d'être hyper-agressif pour apprendre des tactiques agressives par l'observation.»<sup>6</sup>

Manifester et vivre des agressions n'entraîne pas une diminution de l'agression, mais au contraire une augmentation de celle-ci. (Bandura, p. 169)

#### La violence dans les médias

Certains médias offrent actuellement les modèles les plus puissants pour l'apprentissage de la violence. De nombreuses études le prouvent:

##### Perte du sens de la réalité

par la consommation de médias violents<sup>7</sup> La consommation de médias empêche l'affrontement à la réalité qui seule peut engendrer la responsabilité, la conscience de soi et la joie de vivre. Par le jeu, l'enfant doit être capable d'acquérir les capacités sociales fon-

damentales et de surmonter des expériences négatives, ce qui ne se produit pas avec les jeux vidéo. Là, les enfants sont confrontés à des images et des comportements extrêmes et ils n'acquièrent pas de valeurs positives.<sup>8</sup>

Les médias isolent les enfants émotionnellement et physiquement de l'attachement étroit et nécessaire des adultes qui prennent soin de d'eux.<sup>9</sup>

*A long terme, la consommation de médias conduit à un recours aggravé à la violence* En 1977 déjà l'observation de longue durée de Lefkowitz et al. a conclu que «c'est la télévision avec son accentuation de la violence entre humains et son penchant débridé pour le profit qui stimule aussi bien l'agression qu'elle enseigne aux spectateurs les techniques spéciales du comportement agressif.»<sup>10</sup>

Non seulement la représentation de la violence à la télévision et dans les vidéos incite les enfants à la copier, mais elle les rend insensibles, c'est-à-dire qu'ils montrent moins de réactions émotionnelles envers des actes de violence et acceptent la violence réelle d'autant plus naturellement, pour ainsi dire comme étant normale.<sup>11</sup>

Des observations de longue durée prouvent sans équivoque le rapport entre la consom-

mation de médias et l'agressivité. «Plus les adolescents regardent la télévision, plus ils seront violents à l'âge adulte.»<sup>12</sup>

L'agressivité apprise ne se manifeste pas forcément dans chaque comportement, mais dans des situations correspondantes, le comportement agressif appris se produira. «Le comportement agressif est précédé de la pensée agressive sur la base de modèles théoriques agressifs. Ce sont ces modèles agressifs qui sont établis par la consommation de la violence télévisée.»<sup>13</sup>

#### Jeux de tueurs:

##### des médias qui entraînent à la violence

Certains médias entraînent les enfants à tuer et à blesser comme les soldats à l'entraînement militaire. Dave A. Grossman, ancien officier et psychologue militaire de Westpoint, montre qu'avec la télévision, le cinéma et les jeux vidéo, les enfants sont désensibilisés, brutalisés et conditionnés de la même manière que les soldats qui dans les programmes d'entraînement militaire apprennent à surmonter leur résistance naturelle à tuer.

«Nous exposons les adolescents et les enfants exactement aux mêmes mécanismes qui conditionnent les soldats professionnels à tuer.» «Pour tuer on a besoin de trois cho-

La cohésion sociale de la société est mise en danger par l'absence de la mise à ban de la violence au niveau politique et social.

## Prévention

La prévention de la violence doit se faire dans la famille, à l'école et au sein de la société. Ce qui est fondamental, c'est l'interdiction de toute forme de violence chez les adultes aussi bien que chez les enfants. Les domaines et les conceptions de la prévention sont:

#### Prévention par la chaleur émotionnelle, l'empathie, les limites, les mesures non hostiles, et l'autorité

La prévention de la violence commence par l'échange émotionnel dans les premières relations (généralement de la mère) avec l'enfant. Une attitude émotionnelle positive envers l'enfant, caractérisée par la chaleur et l'empathie, diminue considérablement le risque que l'enfant développe une attitude hostile et agressive envers les proches et son environnement.

Permettre la liberté d'action pour la formation à l'autonomie doit aller de pair avec une prise de position claire envers des comportements négatifs ou violents de l'enfant. C'est dans cette attitude conséquente que l'autorité positive se manifeste et donne à l'enfant une orientation positive.

«L'amour et l'empathie de la personne (des personnes) qui éduque(nt) un enfant, des limites claires de ce qui est permis et de ce qui ne l'est pas, des méthodes non physiques de

l'éducation créent des enfants harmonieux et indépendants.»<sup>16</sup>

#### L'orientation par les parents encourage le développement d'un comportement social

Il faut: L'empathie et les soins des parents; un contrôle mesuré mais efficace par les parents; une orientation et des modèles par les parents; collaboration dans le ménage et prise de responsabilité; imiter des interactions néfastes entre les enfants, encourager les interactions positives; accorder à l'enfant un degré mesuré d'autonomie; une indifférence positive de l'enfant face à l'adulte.<sup>17</sup>

#### Les relations vivantes fondent des valeurs positives

La recherche sur l'attachement le montre: La transmission des valeurs est un processus émotionnel et ne se passe pas seulement au niveau rationnel. La condition requise pour des valeurs et pour la conscience est l'attachement stable aux personnes proches dans les premières années de la vie. Dans la cohabitation, l'enfant intègre de plus en plus les comportements, les normes et les valeurs de son entourage. Les valeurs sont des capacités ancrées émotionnellement, une composante intégrale de la personnalité et elles

guident le comportement dans toutes les situations.<sup>18</sup>

#### La prévention de la violence à l'école

Les adultes doivent assumer la responsabilité de la situation intégrale de l'enfant, dans l'apprentissage et dans ses relations sociales. Les enseignants et tous les citoyens entourant l'enfant doivent collaborer. Olweus présente un catalogue de mesures à prendre, adaptés au niveau de l'école, de la classe et de l'individu. En Norvège, ce concept de prévention de la violence pour l'école a conduit à une baisse sensible (50%) des cas de violence directe ou indirecte – et cela à l'école, dans les familles et dans l'entourage de l'école.<sup>19</sup>

#### Les punitions sont utiles

Le psychologue américain Ervin Staub explique dans son ouvrage fondamental «The Psychology of Good and Evil», dans une analyse de diverses études: «La permissivité, un manque de limites et de standards ou une discipline laxiste ont pu être mis en relation chez un groupe de jeunes délinquants avec beaucoup d'agressivité (DiLalla, Mitchell, Arthur & Pagliococca, 1988). Dans un setting permissif, l'agression peut être renforcée par une absence de conséquences (Patterson, 1986; Patterson, Littman & Bricker, 1967), parce que les enfants apprennent que l'agression est payante. (Buss, 1971)

Cela vaut surtout lorsque l'entourage encourage l'agression sans la contrôler. La permissivité signifie en plus une direction inexistante et elle contribue à l'inefficacité et au manque de contrôle de soi-même.» Une des raisons pour le développement d'agressions est «la permissivité et le manque de punition de l'agression».<sup>20</sup>

Dans son ouvrage de référence «Kriminologie für das 21. Jahrhundert» (Münster 2001), Hans-Joachim Schneider souligne que la violence dans les médias est «surtout nuisible, si la violence à l'écran est justifiée, récompensée ou qu'elle reste impunie».<sup>21</sup>

#### En résumé il faut:

- Arrêter la violence (poser des signes d'arrêt): Intervenir immédiatement sans équivoque, condamner l'acte; priver la violence de gloire; ne pas prendre position est ressenti comme une approbation.
- Réparation: Eveiller la compassion pour la victime, instruire les élèves violents, coopérer à la réparation de dommages psychiques et matériels.
- Créer des valeurs positives: inciter les élèves à la compassion, à la compréhension, à assumer la responsabilité de leurs actes; étudier les droits de l'homme.

Les vidéos violentes et les jeux de tueurs offensent la dignité humaine et doivent être interdits. •

milie und der heranwachsenden Jugend. II Kongress 1994; Buchholz A.: Personale Psychologie – Der Beitrag von Psychologie und Pädagogik zur Menschenwürde. Dans: Mut zur Ethik: Die Würde des Menschen. V. Kongress 1997

<sup>19</sup> Hanewinkel R./Knaack, R.: Prävention von Aggression und Gewalt an Schulen. Dans: Holtappels, H.G./Heitmeyer, W./Melzerm W./Tillmann, K.J. (édit.): Forschung über Gewalt an Schulen. Erscheinungsformen und Ursachen, Konzepte und Prävention. Weinheim, Munich 1999, p. 303; Olweus, Dan: Täter-Opfer-Probleme in der Schule: Erkenntnisstand und Interventionsprogramm. Dans: ibid., p. 291 sq.

<sup>20</sup> Staub Ervin, Psychology of Good and Evil, Cambridge 1999

<sup>21</sup> Schneider, Hans-Joachim: Kriminologie für das 21. Jahrhundert, Münster 2001, p. 146

<sup>1</sup> cf. M.F. Ashley Montagu (édit.): Mensch und Aggression. Weinheim/Basel 1974

<sup>2</sup> Leakey, Richard E./Lewin, Roger: Wie der Mensch zum Menschen wurde. Hamburg 1978, p. 221

<sup>3</sup> cf. UNESCO: Erklärung von Sevilla: Gewalt ist kein Naturgesetz. 1986

<sup>4</sup> Selg, Herbert (édit.): Zur Aggression verdammt? Ein Überblick über die Psychologie der Aggression. Stuttgart, 1975

<sup>5</sup> Bandura, Albert: Aggression – Eine sozial-lern-theoretische Analyse. Stuttgart 1979, p. 78

<sup>6</sup> Bandura, Albert: Aggression – Eine sozial-lern-theoretische Analyse. Stuttgart 1979, p. 296; Le résultat a été confirmé dans une expérience modifiée de l'ARD 1975. cf. Tausch, R./Tausch, A.-M.: Erziehungspsychologie. Begegnung von Person zu Person. Göttingen 1977, 8. édit., p. 36.

<sup>7</sup> Neil Postman: Das Verschwinden der Kindheit.

<sup>8</sup> Zöpfel, Helmut: Virtuelle Welt oder reales Leben? Dans: Zeit-Fragen du 22/4/02

<sup>9</sup> Alliance for Childhood: Fool's gold. A Critical Look at Computers in Childhood. Ed. By C. Cordes and E. Miller

<sup>10</sup> Lefkowitz, M./Eron, L.D./Walder, L.O./Huesmann, L.R.: Growing up to be violent: A Longitudinal Study of the Development of Aggression. New York/Frankfurt/M. 1977, p. 113

<sup>11</sup> cf. ibid. p. 114-127

<sup>12</sup> «Mehr Fernsehen, mehr Gewalt» Une étude prouve la relation entre la consommation des médias et l'agression. FAZ du 29/4/02 = Johnson, Jeffrey G./Cohen, Patricia/Smailes, Elisabeth M./Kasen, Stephanie/Brook, Judith S.: Television Viewing and Aggressive Behaviour During Adolescence and Adulthood. Dans: Science 2002 March 29, Vol. 295: 2468-2471

<sup>13</sup> Kleiter, E.F.: Film und Aggression – Aggressionspsychologie. Weinheim 1997, p. 111

<sup>14</sup> Grossman, Dave A.: Warum töten wir? Die Zeit, 23.9.99; Grossman, Dave A.: Stop teaching our Kids to Kill: A Call to Action against TV, Movie and Videogame Violence, New York 1999

<sup>15</sup> Glogauer, W.: Gewalthaltige Medien machen Kinder und Jugendliche zu Tätern. Dans: Kinderärztliche Praxis (2001) No. 4, Kirchheim-Verlag Main; Glogauer, W.; Die neuen Medien verändern die Kindheit. Weinheim 1998; Glogauer W.: Kriminalisierung von Kindern und Jugendliche durch Medien. Baden-Baden 1994

<sup>16</sup> Olweus, Dan: Gewalt in der Schule. Was Lehrer und Eltern wissen sollten – und tun können. 2. korr. Aufl., Berne 1996, p. 48 sq.

<sup>17</sup> Staub, Ervin: Entwicklung prosozialen Verhaltens. Munich, Vienne, Baltimore 1982, p. 304-306

<sup>18</sup> Buchholz A.: Der Beitrag von Psychologie und Pädagogik zur naturrechtlichen Auffassung vom Menschen. Dans: Mut zur Ethik: Schutz der Fa-

## La coopérative – un modèle d'honnêteté, de sincérité et d'humanité

ts. Lorsque la crise mondiale économique des années 30 du siècle passé précipita une grande partie de la population partout dans le monde dans le chômage, la désespérance et dans la misère, il y eut beaucoup de gens qui commencèrent à s'organiser eux-mêmes en recourant à des structures économiques qui avaient fait leur preuve depuis longtemps et qui avaient connu un essor sans précédent au XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit des coopératives, organisées selon le principe «one man, one vote», c'est-à-dire selon le principe de la coopération sur pied d'égalité et du respect de la dignité de l'homme, offrant dans le passé et dans le présent actuel d'une part une bonne alternative à l'économie planifiée communiste et d'autre part au régime brutal et radical des monopoles, des capitaines de l'industrie et de la haute finance.

Actuellement à l'ère des caisses vides des Etats et face à une inflation imminente, beaucoup de gens se souviennent du travail dans des coopératives volontaires. Les valeurs de celles-ci ont été décrites par l'Alliance coopérative internationale, fondée en 1895 à Londres, de la manière suivante: «Les valeurs fondamentales des coopératives sont la prise en charge et la responsabilité personnelles et mutuelles, la démocratie, l'égalité, l'équité et la solidarité. Fidèles à l'esprit des fondateurs, les membres des coopératives adhèrent à une



«Dans des petites et plus grandes coopératives et en particulier sur le plan politique communal, cantonal et fédéral, on peut constater que les membres sont liés par un «sentiment d'identité». Un sentiment d'identité qui, cependant, n'exclut ni ne méprise leurs prochains extérieurs au groupe, mais qui cherche le contact avec eux, c'est-à-dire la coopération.» (photo un)

éthique fondée sur l'honnêteté, la transparence, la responsabilité sociale et l'altruisme.»

Au cours des années, divers types de coopératives se sont développés, par ex. la coopérative productrice, les coopératives de consommation, les coopératives agricoles, les

coopératives d'habitation, les coopératives d'épargne et de crédit, (Caisses Raiffeisen, Caisses d'épargne et de crédit), ainsi que les sociétés coopératives de droit public.

En Suisse, dans le courant d'une histoire de plus de 700 ans, la démocratie directe s'est développée sur la base de ces coopératives dans les communes.

### Résistante aux crises et fondatrice d'identité

Le grand avantage des coopératives, précisément aux temps des bulles financières des Hedge-Fonds, du capitalisme prédateur, réside dans le fait que les coopératives ne peuvent ni être reprises ni rachetées, puisque – comme nous venons de le dire – le principe de «one man, one vote» est en vigueur.

De par le monde, il y a quelque 800 millions de membres individuels de coopératives, et c'est ainsi que les coopératives représentent la plus grande organisation non gouvernementale (ONG) du monde, dont l'organisation faitière est l'Alliance coopérative internationale avec siège à Genève.

### Les coopératives préservent la dignité humaine

«Les membres d'une coopérative sont reliés par trois principes: l'effort personnel, l'autogestion et la coresponsabilité. Celui qui y adhère n'est pas soumis, mais copropriétaire et cogestionnaire à part égale. Lors des assemblées, il a le même droit de vote que les autres membres, en opposition à l'ordre ancien selon lequel les riches et les nobles se dotent d'un plus grand pouvoir de vote que les moins lotis, et de la même façon que les sociétés anonymes de l'éco-

nomie capitaliste moderne garantissent plus d'influence de décision aux propriétaires de gros paquets d'actions qu'aux petits actionnaires. La personnalité, oui, la dignité humaine est préservée dans une coopérative. Chaque individu en tant que membre d'une coopérative est par essence «quelqu'un.»

Georg Thürer. *Die Genossenschafts-idee im schweizerischen Staat, 1977.*  
In: *Gemeinschaft im Staatsleben der Schweiz. Hauptverlag 1998, p. 193*

## Des bergers mongols en détresse existentielle

### L'hiver rigoureux aggrave les problèmes structurels – L'aide vient d'Australie, de Chine et de Russie

par Peter A. Fischer, Pékin

Un hiver très rigoureux provoque actuellement en Mongolie la mort de millions d'animaux. L'existence fragile de nombreux bergers est de cette manière menacée. Les plus pauvres sont durement touchés par la crise. L'Australie, la Chine et la Russie apportent des secours.

Les Mongols désignent par «dzud» le phénomène d'un hiver désastreusement rigoureux et qui menace la population animale. Depuis quelques mois, le temps est complètement fou dans certaines parties de ce pays situé entre la Chine et la Russie, 38 fois plus grand que la Suisse mais comptant seulement 2,7 millions d'habitants. L'été dernier, de nombreuses prairies ont d'abord souffert de la sécheresse. Ensuite en automne, il a plu dans l'ouest du pays et il a fait si froid que les prairies ont gelé. Maintenant, les températures, dans le nord avec moins 30 degrés et dans le sud avec environ moins 20 degrés, sont restées extrêmement basses. 90% du pays est complètement recouvert de neige. Des centaines de milliers d'animaux ont déjà succombé.

L'hiver devrait encore durer trois mois et le printemps, époque à laquelle les jeunes animaux devraient naître est encore loin. Le «dzud» a pris le pays sous son contrôle: un désastre s'amorce. L'état d'urgence règne dans 65 régions. Selon des rapports, la situation n'est pas partout aussi sérieuse et un jugement final est encore difficile, parce que certaines régions sont coupées du monde en raison des chutes de neige. Le gouvernement mongol a déclaré l'état d'urgence dans 65 Soums (régions) et ainsi presque un cinquième de toutes les régions du pays se trouvent officiellement dans une situation de crise. Deux autres tiers

sont considérées comme durement touchées. L'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a conclu après une mission d'exploration que jusqu'à présent 1,7 millions de bêtes ont été victimes de cet hiver rude ce qui correspond environ à 4% de l'ensemble des troupeaux. Sans contre-mesures, un nombre encore plus élevé d'animaux affaiblis succombera dans les prochains mois. Une mission d'exploration de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) a trouvé les bergers dans des situations de détresse très diverses. Tandis que quelques-uns se sont apparemment préparés professionnellement à la catastrophe ou ont été moins touchés par le rude hiver et de ce fait, ne déclarent que très peu de pertes, d'autres ont par contre perdu la moitié de leurs bêtes. A beaucoup

d'endroits, les cadavres d'animaux morts s'entassent. A Nadal, une famille de berger ne possède plus que 60 animaux sur les 320 qu'elle avait.

### Les secours arrivent seulement à petit pas

Le gouvernement de la Mongolie a commencé, là où la logistique le permettait, à distribuer du foin stocké dans les greniers de réserve et à acheter de l'alimentation pour animaux supplémentaire provenant de l'étranger. Pourtant les ressources existantes sont trop faibles pour changer profondément la situation.

Le gouvernement ne peut pas faire grand-chose, parce que le pays encore relativement pauvre et fortement dépendant des prix internationaux des matières premières a été durement touché par la crise économique. Pour

Rien qu'en Europe, il y a aujourd'hui plus de 250 000 coopératives comptant 100 millions de membres et 20 millions de collaborateurs.

Les avantages des coopératives en temps de crise résident dans leur structure décentralisée, leurs connaissances locales, leur imbrication étroite avec l'économie locale et régionale, et leur coopération dans le système associatif, en Suisse, par exemple, dans l'Association des coopératives agricoles de Suisse orientale VOLG et dans l'association coopérative des banques Raiffeisen.

Les coopératives contribuent ainsi à la prospérité régionale, où leurs membres travaillent et vivent. Elles ne sont pas contraintes à faire des profits à court terme, et les coopératives ne consentiraient jamais au déplacement de la production vers des pays à bas salaires, sans égard aux conséquences sociales – tout au contraire des sociétés anonymes qui convoitent un profit maximal de leur argent placé, sans être liées à une région et ses habitants. C'est justement cet enracinement local qui fait partie de l'identité de la coopérative.

Dans des petites et plus grandes coopératives et en particulier sur le plan politique communal, cantonal et fédéral, on peut constater que les membres sont liés par un «sentiment d'identité». Un sentiment d'identité qui, cependant, n'exclut ni ne méprise leurs prochains extérieurs au groupe, mais qui cherche le contact avec eux, c'est-à-dire la coopération. Comme la Direction du développement et de la coopération (DDC) en donne l'exemple en Suisse, cet engagement ne se limite pas seulement au propre continent, mais on cherche la coopération avec des êtres humains dans des régions lointaines, de même que leur soutien, comme par exemple la Mongolie.

Sur ce fondement, on peut faire face à une crise économique générale induite par les hommes eux-mêmes, de par la base et partout dans le monde, économiquement et aussi politiquement, car dans l'idée de la coopérative on trouve la cellule de toute véritable démocratie directe. Selon la devise: «Un pour tous, tous pour un.» Et ceci justement et particulièrement en l'an 2010!

### «L'or vert» suisse

En Mongolie, la Suisse est le pays qui s'est engagé depuis 2004, dans le cadre de programmes de coopération au développement, en faveur de l'amélioration et la sécurisation des conditions d'existence des populations engagées dans la vie pastorale. Sous la devise de «l'or vert», les bergers sont encouragés à s'associer volontairement en coopératives pour pouvoir gérer de manière durable les pâturages et investir dans des mesures préventives pour l'hiver. L'aide à la reconstruction d'un système vétérinaire effectif vise à prévenir des maladies répandues et à faciliter le développement d'une économie carnée moderne. De meilleures semences créent des sources de revenu alterna-

tives dans l'agriculture. De plus, l'aide en faveur du secteur informel de l'industrie minière vise à ouvrir de nouvelles perspectives aux bergers pauvres.

En ce moment, le cadre financier de l'aide suisse s'élève à 10 millions de francs par an. La question de savoir si et quelles mesures de premier secours supplémentaires seront mises en place pour aider les communautés de bergers à venir à bout du «dzud» est encore sujette à clarification. Fondamentalement, les coopératives sont considérées comme les mieux préparées. En outre, une assurance indexée pour animaux aide également à atténuer la détresse.

Source: «Neue Zürcher Zeitung» du 8/2/10

détourner une incapacité de paiement menaçante, le gouvernement a déjà prié au printemps dernier la communauté internationale sous l'égide du Fond monétaire international de lui octroyer des crédits d'urgence, et doit remplir pour cela des obligations au niveau politique et financier.

Le secteur bancaire est tombé dans une position critique et le produit intérieur brut a – après des années d'essor des matières premières et selon les données de la Banque mondiale – diminué de 1,6%. Si le gouverne-

Suite page 8

### Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Edition  
Coopérative Zeit-Fragen  
Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch  
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

## En Mongolie, la Direction du développement et de la coopération (DDC) soutient les alliances volontaires des bergers

Entretien avec Andreas Stauffer, porte-parole du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE)

*Horizons et débats: Vous parlez d'une mission suisse «d'exploration» en Mongolie. De quoi s'agit-il en fait?*

**DDC:** En Mongolie, suite à cet hiver particulièrement froid et neigeux, appelé «Dzud» par les Mongols, 1,7 millions de bêtes ont péri. Dans certaines régions, de nombreuses familles se trouvent dans une situation de détresse considérable à cause de la dureté de l'hiver. Pour mieux comprendre la situation qui prévaut dans les régions où la DDC est active, notre bureau de coordination DDC à Oulan-Bator y a envoyé un petit groupe de collaborateurs locaux. Cette mission a duré quatre jours.

*Quel a été le but de cette mission?*

On a constaté que les informations des différentes sources (gouvernement, organisations de l'ONU, autres donateurs de fonds) variaient assez, c'est pourquoi l'on a organisé cette mission dans les régions où sont situés nos projets. C'était le seul moyen de vérifier comment la situation se présentait en fait, spécialement dans ces régions.

*Et quels en sont les résultats concrets?*

La situation n'était pas la même dans les différentes familles. Certaines familles de bergers viennent d'ores et déjà (en Mongolie l'hiver durera au moins jusqu'à la mi-avril) de perdre la majorité de leurs bêtes. Or, pour beaucoup de familles, ces bêtes constituent la seule fortune dont elles disposent et le seul moyen de toucher un revenu. Si ces familles-là perdent leurs bêtes, elles se voient exposées à la détresse existentielle.

*Quelles sont les conséquences pour l'aide de la DDC?*

Depuis 2004 la DDC s'engage en Mongolie, avec des projets de développement. Il entre dans nos buts principaux de donner du sou-



Depuis 2004, la DDC s'engage en Mongolie avec des projets d'aide au développement. (photo reuters)

tien aux bergers afin qu'ils exploitent leur pâturage d'une manière plus durable et qu'ils sachent se préparer mieux à de tels hivers extrêmes. Il importe également de créer des possibilités alternatives de revenus, en vue d'une stabilisation du nombre total du bétail en Mongolie ou, mieux encore, d'une baisse de ce nombre. Concrètement, comme réaction à la détresse des bergers face à l'hiver en cours, la DDC est en train d'élaborer un projet qui vise à donner du soutien aux familles concernées.

*Comment se présente l'aide concrète fournie aux bergers ovins en Mongolie?*

Quant aux réactions générales, plusieurs pays, notamment les états limitrophes et ceux

ayant des rapports économiques étroits, ont promis de l'aide à la Mongolie comme par exemple la Chine qui lui fournit des générateurs de courant électrique, des couvertures et des denrées alimentaires tandis que la Russie lui met à disposition des aliments pour bétail, des combustibles, des vêtements chauds et des médicaments. A part cela, plusieurs organisations internationales ont également promis de l'aide, tandis que l'ONU a diffusé un appel d'urgence (*Flash Appeal*) en élaborant différents projets d'aide directe aux bergers et susceptibles d'éviter de telles situations d'urgence dans l'avenir.

En ce qui concerne la réaction de la DDC, elle promeut le projet d'aide présenté ci-dessus, qui est en voie de réalisation et qui vise

d'abord à donner aux familles de bergers qui se trouvent dans une situation d'urgence selon le cas des vêtements, du logement, de la nourriture ou de l'alimentation pour bétail. Ensuite, nous encourageons les mesures susceptibles d'améliorer la disponibilité de réserves en vue de l'hiver prochain, comme par exemple les pâturages de réserve et le foin.

*Quels projets la DDC mène-t-elle actuellement en Mongolie?*

La DDC soutient des projets en vue d'une amélioration du management des pâturages et de l'élevage (notamment par une amélioration des services de vétérinaires), des projets qui sont susceptibles de combattre l'avance du désert et qui sont à la base de la création d'un système national de semences de pomme de terre et d'une meilleure production et commercialisation de celles-ci, qui encouragent les petites et moyennes entreprises (par exemple par le biais d'un service de conseil au commerce ou par un accès plus facile à des crédits), qui améliorent la situation des familles vivant de petite exploitation montagnarde et finalement qui vont en direction d'un meilleur service des fonctionnaires face aux citoyens. Avec le projet «Green Gold», la DDC soutient l'association volontaires des bergers. Ces groupes qui réunissent l'ensemble des bergers d'une région élaborent des plans d'exploitation des pâturages qui permettent d'en profiter d'une manière durable. Les plans de rotation garantissent le ménagement de certains pâturages pendant l'été pour qu'ils puissent fournir l'alimentation du bétail pendant l'hiver. En plus, on désigne des territoires réservés à l'obtention du foin, tandis que certains groupes ont reconstruit d'anciens systèmes d'irrigations qui, après l'effondrement de l'Union soviétique, avaient été délaissés.

(Traduction *Horizons et débats*)

### «Les bergers mongols ...»

suite de la page 7

ment mongol doit maintenant porter secours aux bergers tombés dans une détresse existentielle, il sera dépendant de l'aide internationale. Probablement à cause de la situation confuse, la résonance internationale est restée jusqu'à présent plutôt discrète.

Les grands voisins de la Mongolie cherchent actuellement à pouvoir participer à l'exploitation probablement d'un des derniers grands Eldorados du monde en matières premières. Cela se reflète aussi dans les secours apportés. Ainsi, la Russie a expédié un train avec des aliments pour animaux et des vêtements chauds en Mongolie et a fait un don de biens humanitaires pour une valeur de 100 millions de roubles (3,5 millions de francs). La Chine a livré par avion des générateurs de courant électrique, des couvertures et des aliments pour environ 100 millions de yuans (15,7 millions de francs) et l'Australie, dont le groupe d'exploitation de mines *Rio tinto* veut exploiter en Mongolie une des plus grandes mines de cuivre du monde a fait don d'un million de dollars.

### Beaucoup trop de bergers et de bêtes

Le fait que l'Europe tarde jusqu'à présent à réagir, devrait être lié au fait que la catastrophe n'est pas venue tout à fait à l'improviste et que la rudesse, avec laquelle l'hiver glacial sévit et provoque maintenant des victimes, est du moins en partie due à des problèmes structurels véhiculés depuis des années.

En Mongolie, l'économie pastorale traditionnelle est sans orientation claire et en train de changer. Elle occupe encore un peu plus d'un tiers de la population et contribue pour presque un cinquième à la performance économique. Néanmoins, après la privatisation des collectivités au début des années 90 et la déclaration des prairies en tant que biens communaux, la gestion des pâturages s'est effondrée.

Les difficultés de la transformation économique ont repoussé de nombreuses familles sans savoir professionnel dans l'agriculture à une économie pastorale. La population anima-

le a explosé et cela a entraîné un surpâturage et la détérioration de grandes surfaces. Déjà dans les années 2000 et 2002, les «dzud» ont décimé le peuplement animal d'un cinquième, et pourtant jusqu'à l'année dernière les troupeaux avaient de nouveau atteint leur niveau précédent. En outre, la population des chèvres cachemire qui broutent de près l'herbage et ainsi endommagent gravement les prairies, a augmenté fortement. Comme il y a beaucoup trop d'animaux et de bergers, de nombreuses bêtes n'ont pas pu, pendant l'été, se fortifier suffisamment pour l'hiver.

Malgré une population animale trop grande dans l'ensemble, une grande partie des bergers avait déjà avant la crise moins de 300 bêtes, ce qui en fait ne suffit pas pour garantir une existence durable. Des statistiques officielles estiment qu'environ deux tiers de la population mènent une vie en dessous du seuil officiel de pauvreté soit 1,60 franc par jour et par tête. Déjà après le dernier «dzud», des dizaines de milliers de personnes sont parties avec leur yourte dans la capitale où elles vivent dans des circonstances semblables à celles des bidonvilles, sans bêtes et sans travail régulier.

Si un secours doit empêcher dans les prochains mois une véritable catastrophe, il s'agira d'une part d'empêcher que des dizaines de milliers d'individus sans fondement existentiel affluent dans les villes.

D'autre part, la solution n'est pas non plus simplement de maintenir la population animale élevée ou de la remplacer. A moyen terme, l'économie pastorale traditionnelle en Mongolie, doit être amenée à s'orienter vers une plus grande modernité et durabilité. Ici, une partie des bergers actuels doit trouver un avenir dans les mines ou dans les villes. Il faudra assister le reste de cette population en l'acheminant vers la construction d'une économie de pâturage, de viande et de cachemire plus durable.

La Suisse, dont la *Direction du développement et de la coopération* s'engage justement depuis des années dans ce domaine, pourrait apporter ici une contribution non négligeable.

Source: «Neue Zürcher Zeitung» du 8/2/10  
(Traduction *Horizons et débats*)

## Il faut développer l'aide au développement

### Augmentation de l'aide suisse à 0,5% du revenu national brut

«Sur la question du volume de l'aide au développement, la CPE-N\* a suivi le Conseil des Etats par 13 voix contre 12: elle souhaite que le Conseil fédéral soumette au Parlement, en 2009, un message sur un crédit de programme supplémentaire. Ce message devra indiquer notamment le montant des moyens financiers à engager pour que la part de l'aide suisse au développement soit relevée à 0,5% du revenu national brut (RNB) d'ici à 2015. La majorité de la commission considère que la proposition du Conseil des Etats constitue un bon compromis entre la position du Conseil fédéral (0,4%) et l'objectif prescrit par l'ONU (0,7%). De l'avis de la majorité, un engagement à hauteur de 0,5% du RNB permettrait à la Suisse de consolider sa position internationale tout en donnant un signal de solidarité aux pays les plus pauvres. La minorité de la commission émet en revanche des doutes sur l'opportunité de débloquent un crédit supplémentaire en cette période de crise financière, crise qui ne manquera pas d'avoir des effets sur le budget de la Confédération.

La majorité estime en outre que cette solution tient compte de l'objectif visé par la pétition «0,7% – Ensemble contre la pauvreté; pour une augmentation de l'aide suisse au développement». A noter

que la CPE-N avait déjà adopté en janvier 2007, par 9 voix contre 7, un postulat (07.3002) allant dans le sens de cette pétition.»

Source: Extrait du communiqué de presse de la Commission de la politique extérieure du Conseil national du 31/10/08

\*Commission de politique extérieure du Conseil national

\*\*\*

*hd. Dans les pays en développement, la Suisse jouit d'une très bonne réputation due à sa tradition humanitaire qui se manifeste dans l'engagement important de ses citoyens et de ses organisations humanitaires, ainsi qu'à son refus du colonialisme. Même s'il faut opérer des coupes dans le budget en raison de la crise, nous ne devons pas oublier combien d'habitants des pays en développement ont besoin de l'aide des pays industrialisés qui sont dans une certaine mesure responsables de la misère dont souffrent ces pays. Aussi mettent-ils tous leurs espoirs dans le soutien de la Suisse. L'action humanitaire de la Suisse est une contribution à la paix dans le monde et doit rester un élément central de notre politique étrangère: Nous ne devons pas le remettre en question à la légère, même si le pays doit se serrer la ceinture.*

## «Horizontes y Debates»

Suite à la demande de nombreux lecteurs et lectrices, la coopérative Zeit-Fragen publiera désormais également une édition en espagnol intitulée «Horizontes y Debates». Elle paraîtra une fois par mois. Le numéro zéro vient de sortir de presse et peut être obtenu gratuitement.

Veillez nous communiquer les adresses de personnes éventuellement intéressées auxquelles nous pourrions envoyer le journal.

[www.horizontes-y-debates.ch](http://www.horizontes-y-debates.ch)